

CONTROLE COMMUN 3EME HISTOIRE-GEOGRAPHIE-EDUCATION CIVIQUE

Présentation et Orthographe : 4 points

HISTOIRE (18 points)

L'ALLEMAGNE ET BERLIN DEPUIS 1945

1^{ère} partie : Etude de documents (8 points)

Etudiez attentivement les documents suivants et répondez aux questions posées.

Document 1 : Les deux Allemagne et Berlin en 1949



Document 2 : Extrait du discours de J.F.Kennedy à Berlin en juin 1963

« Il y a beaucoup de gens dans le monde qui ne comprennent pas ou qui prétendent ne pas comprendre quelle est la grande différence entre le monde libre et le monde communiste.

Qu'ils viennent à Berlin !

Il y en a qui disent qu'en Europe et ailleurs, nous pouvons travailler avec les communistes.

Qu'ils viennent à Berlin ! Lass sie nach Berlin kommen ! ¹

Notre liberté éprouve certes beaucoup de difficultés et notre démocratie n'est pas parfaite. Cependant, nous n'avons jamais eu besoin, nous, d'ériger un mur pour empêcher notre peuple de s'enfuir. (...) **Le mur fournit la démonstration éclatante de la** faillite du système communiste. (...)

Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont citoyens de Berlin. C'est pourquoi, en tant qu'homme libre, je suis fier de dire : Ich bin ein Berliner. » ²

1 : « Qu'ils viennent à Berlin ! »

2 : « Je suis un Berlinois »

Document 3 : Dessin de Plantu à la Une du Journal Le Monde daté du 11 novembre 1989 Voir manuel Hatier, 1996

Questions

Document 1

1) Quelle est la situation de l'Allemagne et de Berlin en 1949 ?

Document 2

2) De quelle liberté les Berlinois sont-ils privés lorsque J.F.Kennedy prononce son discours en 1963 ? Quel obstacle les en prive ?

3) Comment J.F.Kennedy juge-t-il les pays communistes ? A quoi les oppose-t-il ?

Document 3

4) A quel événement se rapporte la caricature ?

Documents 2 et 3

5) Le Berlinois reprend la phrase de J.F.Kennedy : pourquoi ?

2^{ème} partie : Paragraphe argumenté (10 points)

A travers l'exemple de l'Allemagne et de Berlin de 1945 à 1990, vous montrerez l'évolution des relations Est-Ouest, l'affrontement et la dislocation des Blocs.

Vous rédigerez une vingtaine de lignes en vous appuyant sur les documents et sur vos connaissances.

EDUCATION CIVIQUE

(12 points)

LA RECONNAISSANCE DU DROIT SYNDICAL

1^{ère} partie : Etude de documents (4 points)

Etudiez attentivement les documents suivants et répondez aux questions posées.

Document 1 : Extrait d'un article paru dans Le Monde du 6 avril 1999

TRANSPORTS ROUTIERS

Jérôme est délégué syndical CFDT dans une grosse entreprise toulousaine de déménagement, spécialisée également dans le stockage de produits pharmaceutiques. En février 1996, les élections professionnelles sont organisées pour la première fois. La CFDT obtient 86 % des voix. « Immédiatement, je suis mis au placard. On m'interdit de rouler et on me rétrograde à un poste de manutentionnaire à quai en m'attribuant les travaux les plus pénibles. Résultat : sur ma fiche de paie, je perds plus de 1500 francs par mois, qui correspondent aux frais de déplacement. Les salariés sont menacés de licenciement quand ils s'affichent avec moi, ou un des représentants du personnel », raconte-t-il.

Après les grèves de 1997, l'employeur, qui tente de le licencier, se heurte au refus virulent de l'inspection du travail. Depuis, indique-t-il, « je suis mis à pied tous les deux mois sous les motifs les plus divers ». Parmi les raisons évoquées : « A traversé le dépôt avec une cigarette », « N'a pas justifié toutes ses heures de délégation syndicale auprès de la direction ».

Document 2 : Extrait du préambule de la Constitution de 1946

Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.

Document 3 : Code du travail, article L.412.2

Il est interdit à tout employeur de prendre en considération l'appartenance à un syndicat ou l'exercice d'une activité syndicale pour arrêter ses décisions en ce qui concerne l'embauche, la conduite et la répartition du travail, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération et l'octroi d'avantages sociaux, les mesures de discipline et de congédiement.

Questions

Document 1

1) Quelle est la situation décrite dans l'article ?

Document 2

2) Quels droits le préambule de la Constitution reconnaît-il ?

Document 3

3) Montrez que l'article L.412.2 du Code du Travail protège le syndiqué salarié.

Documents 1, 2 et 3

4) Pourquoi cette protection est-elle nécessaire et pourquoi est-elle toujours appliquée ?

2^{ème} partie : Paragraphe rédigé (8 points)

A l'aide des informations tirées des documents et de vos connaissances, vous expliquerez, dans un paragraphe rédigé d'une quinzaine de lignes, pourquoi la reconnaissance du droit syndical est une composante de la vie démocratique.